

gent. Le Canada ne se contente plus de singer. Il crée un mode de vie qui lui est propre. Le Canada devient le sujet de conversation.

• (1620)

Pour beaucoup d'observateurs, le Canada est un pays d'avant-garde. Pour parler brièvement et de la province dans laquelle je vis, il y a le Centre des sciences de l'Ontario, le nouvel hôtel de ville de Toronto, Ontario Place, le théâtre Shaw à Niagara-sur-le-lac, ainsi que le festival shakespearien à Stratford, le parc zoologique extérieur, unique en son genre, qui a été ouvert à Scarborough, etc. Il y a les centres de télévision de Toronto où les artistes accourent en foule des États-Unis pour enregistrer leurs émissions. Il y a la chaîne de télévision éducative de l'Ontario qui a récemment vendu à NBC des États-Unis plus de 2 millions de dollars de programmes éducatifs que NBC considère être parmi les meilleurs au monde.

De plus, dans le domaine du spectacle, on fredonne partout nos chansons, qu'il s'agisse du succès de Gene McClelland «Put Your Hand in the Hand of the Man from Galilee» ou encore des chansons de Gordon Lightfoot, Joni Mitchell ou de nombre d'autres. Au Canada, il y a un nouveau dynamisme; des initiatives et des idées nouvelles jaillissent de partout. Les ouvrages de nos nouveaux écrivains se retrouvent dans les librairies du monde entier et les critiques de cinéma les plus difficiles ne tarissent pas d'éloges à l'égard de nos nouvelles productions. Cette éclosion de talents, ce nouveau style canadien ne sauraient se développer davantage s'il n'y a pas un effort correspondant dans le domaine commercial. La culture croît avec la prospérité nationale et c'est l'argent qui alimente la culture.

Nous nous rendons compte qu'il n'y a pas que l'épanouissement culturel aujourd'hui, il y a aussi notre développement industriel et ce dernier prend à l'heure actuelle des proportions multinationales. Jusqu'en 1946, les Canadiens n'avaient que 9 p. 100 des actions du Canadien Pacifique; aujourd'hui en 1973, ils en détiennent 60 p. 100. Le Canadien Pacifique s'étend dans tout le monde. C'est une compagnie multinationale qui fait du forage dans la Méditerranée, possède une mine d'étain en Australie, des installations d'exploitation des minéraux au Groenland et en Afrique du Sud, une entreprise de camionnage en Grande-Bretagne et des hôtels en Israël, au Mexique et au Portugal. Les investissements étrangers du Canadien Pacifique, il y a quelques mois à peine, atteignaient des dizaines de millions de dollars. Dans notre pays, le CP a 53 p. 100 des actions de Cominco Limited, important producteur de plomb, de zinc, d'argent et d'engrais chimiques et 51 p. 100 des actions de la Great Lakes Paper Company.

Je trouve étrange que lorsqu'un député du parti progressiste conservateur, le député de Trinity (M. Hellyer), propose des initiatives susceptibles d'être adoptées pour favoriser la prospérité de l'entreprise, notre propre développement et notre propre identité, le député de York-Sud (M. Lewis) le critique. Le député de Trinity ayant exposé les initiatives qu'à son avis le gouvernement devrait prendre pour créer cette stimulation dont le Canada a besoin pour maintenir sa prospérité actuelle, et même l'accroître, le député de York-Sud parle de plus grandes concessions fiscales. Il parle des stimulants destinés à développer l'es-

Examen de l'investissement étranger

prit d'entreprise au Canada comme d'avantages accordés aux dépens des Canadiens.

Le député de York-Sud a cité ses propres statistiques pour montrer à quel point la situation est mauvaise à l'heure actuelle. Si on compare l'impôt des sociétés à celui des particuliers, suivant les statistiques compilées par le Bureau canadien d'études fiscales, il est vrai qu'alors que les sociétés versaient des impôts directs de 28 p. 100 en 1950, en 1973, on leur demande de n'en verser que 12.2 p. 100. Le député de York-Sud a absolument négligé le fait que même si, en 1950, les particuliers versaient 26.7 p. 100 des impôts directs et devraient en 1973 en verser 50 p. 100, le revenu des particuliers a augmenté de 700 p. 100 depuis 1950. Le revenu des particuliers pour 1972 devrait atteindre 50 milliards de dollars. Le revenu des sociétés pour 1972 devrait atteindre 7 milliards de dollars soit une augmentation de 300 p. 100 par rapport à 1950. Il a oublié que le nombre de contribuables en 1950 était de 2.4 millions et qu'il était de 8 millions en 1972. Il a oublié que cette augmentation du nombre de contribuables est due à une plus grande prospérité engendrée par les entreprises. C'est ainsi que les particuliers ont pu enregistrer une augmentation de 700 p. 100 de leur revenu par rapport à 1950 pour un total de 50 milliards de dollars.

Je me demande ce que mes amis à gauche pensent qu'il arrive quand une compagnie réalise des profits de 2 millions de dollars après avoir payé ses impôts. Je sais ce qu'ils proposeraient. Ils proposeraient que ce profit soit immédiatement taxé et envoyé au gouvernement. Toutefois, ces 2 millions sont soit investis, ce qui assure d'autres emplois et, par voie de conséquence, d'autres augmentations des impôts sur le revenu, ou répartis entre les actionnaires sous forme de dividendes. Ces actionnaires doivent payer de l'impôt sur ce revenu qui atteint probablement près de 50 p. 100. De plus, les actionnaires peuvent décider de réinvestir cet argent.

J'aime mieux voir le revenu des sociétés être dépensé par elles au lieu d'être remis au gouvernement et dépensé par les bureaucrates. Les pays qui ont le plus de succès industriellement aujourd'hui, le Japon et l'Allemagne, ont des arrangements en vertu desquels le gouvernement a un impôt sur le revenu des sociétés très bas. A l'heure actuelle, l'impôt sur les sociétés est plus élevé au Canada et aux États-Unis qu'en Suède, qui est censée être un parangon de démocratie sociale. En Russie, tous les profits vont à l'État. Le résultat en est qu'ils ont dû faire venir la compagnie Fiat d'Italie pour leur montrer comment fabriquer des voitures, les Japonais pour leur montrer comment forer pour extraire le pétrole et le traiter et la compagnie Hilton pour leur montrer comment construire des hôtels dont les ascenseurs ne grincent pas.

Au Canada, nous devons constamment encourager l'initiative, et non pas décourager les investisseurs étrangers. Si nous adoptons de telles restrictions, nos investissements à l'extérieur du pays en subiront les contrecoups. Nous ne pourrions vivre dans ce monde de façon prospère qu'en ayant l'initiative d'avoir des compagnies multinationales. Ce que nous avons accompli jusqu'ici nous amène seulement au seuil d'une réalisation exceptionnelle, et ce seuil est glissant. Nous échouerons dans le monde éminemment concurrentiel d'aujourd'hui et de demain si nous ne posons pas les fondements d'initiatives continues de productivité au Canada.